

Les investissements privés vont-ils sauver la pêche ?

À la fin de l'année dernière, une nouvelle est tombée à propos d'un projet important aux Seychelles. NatureVest, une organisation basée aux Etats-Unis, est en train de négocier un échange « dette/nature », où NatureVest va acheter, à un tarif réduit convenu avec les créanciers, 80 millions de dollars de la dette extérieure des Seychelles en échange d'engagements à long terme du pays de créer une des plus grandes réserves marines du monde. Les bénéfices provenant de cette transaction iront à l'établissement d'un fonds spécial aux Seychelles qui va financer la conservation marine et le travail d'adaptation au changement climatique.

Les échanges « dette/nature » ne sont pas une nouveauté. Ils ont été développés dans les années 1980 par le WWF. Ils sont devenus populaires car beaucoup pensaient que la dette empêchait les pays en développement de sauver leur nature, et les créanciers ont aussi été heureux de vendre aux organisations environnementales une partie de la dette qu'ils avaient achetée, car il devenait clair que de nombreux pays en développement étaient incapables de les rembourser. Ces échanges « dette/nature » ont progressivement perdu la cote et diminué dans les années 2000 lorsque les mouvements de révision et d'annulation de la dette se sont accélérés. La recherche sur le sujet a aussi suggéré que les avantages des échanges « dette-nature » n'étaient pas si évidents - ces montages ont été critiqués du fait qu'ils bénéficiaient aux organismes de conservation plus qu'aux pays débiteurs, mettant de vastes territoires sous le contrôle de groupes environnementaux, d'une manière qui n'a pas toujours été responsabilisante ou bénéfique pour les communautés locales.

Un échange « dette-nature » aux Seychelles n'est donc pas un phénomène particulièrement nouveau. Cependant, ce qui est différent, c'est que l'accord est ici financé par des investisseurs privés, et que NatureVest est établi exclusivement pour trouver de nouveaux marchés financiers pour la conservation de la nature. Cet accord peut donc être considéré comme l'une des initiatives les plus ambitieuses des groupes environnementaux à se tourner vers le capital privé pour sauver les écosystèmes marins et les pêcheries. D'autres projets, négociés par NatureVest aux États-Unis et à Palau, comprennent l'achat de droits de pêche aux gouvernements, pour les revendre ensuite aux pêcheurs à la condition qu'ils pêchent de façon responsable, ou pour simplement les garder de manière à arrêter complètement la pêche.

Ce virage vers une « financiarisation » du secteur maritime est devenu de plus en plus évident ces dernières années. Ce qu'on appelle parfois des outils « de marché » pour la conservation, comme les écolabels et le 'paiement pour des services rendus par les écosystèmes' en sont de bons exemples. C'est aujourd'hui au tour des banques et des groupes financiers de devenir une nouvelle source de capitaux et d'investissements pour la conservation de la nature.

Le cas des «investissements à impacts»

The Nature Conservancy, la plus grande ONG environnementale du monde et JPMorgan Chase, la plus grande banque américaine, ont créé NatureVest en 2014. Ils sont aussi conseillés par EKO Asset Management Partners qui se spécialise dans les « investissements à impacts » - terme utilisé pour décrire les investissements qui sont rentables, mais censés aussi avoir un effet social ou environnemental positif. NatureVest fait partie d'une plus grande coalition d'organisations aux vues similaires qui constituent *50in10*. Ces mêmes organisations sont à la pointe du Partenariat Mondial pour les Océans, lancé par la Banque mondiale. Comme nous l'avons décrit dans une précédente note, ils partagent tous des vues similaires, peu convaincantes, sur les causes de la surpêche et de la dégradation des écosystèmes marins, et ils sont d'accord sur ce qui doit conduire à régler ce problème.

Une des justifications les plus importantes données pour se tourner vers les marchés financiers ou les investisseurs privés, c'est que les sources traditionnelles d'aide stagnent. Selon ces organisations environnementales, c'est ce qui représente un obstacle majeur pour sauver les écosystèmes marins. NatureVest, avec EKO, ont publié un rapport, intitulé « Investir dans la conservation ». Le préambule a été écrit par le PDG de Commercial Banking chez JPMorgan Chase et il a décrit ce qui suit : *« J'ai passé une grande partie de ma carrière à travailler avec le groupe de services bancaires d'investissements 'ressources naturelles' chez JPMorgan Chase, et les questions liées à la santé de nos écosystèmes résonnent fortement chez moi. La mobilisation du capital privé pour investir et protéger le capital naturel est essentielle, du fait que les sources traditionnelles de financement philanthropique et les fonds gouvernementaux sont manifestement insuffisants pour relever le défi. Ce qui est passionnant avec ce rapport, c'est qu'il met en évidence une source croissante de capitaux pour les investissements dans la conservation qui a, jusqu'ici, été sous-évalué dans les débats: les capitaux des investisseurs à impacts, qui cible un mélange d'avantages pour l'environnement et de rentabilité financière ».*

Le rapport décrit ensuite le principal « déficit de financement » dans la conservation. *« Deux faits alimentent l'émergence des investissements à impacts pour la conservation : un nombre croissant d'investisseurs veulent utiliser leur capital pour mener à un changement environnemental positif, et les sources de financement actuelles sont insuffisantes pour relever les défis de conservation en expansion à travers le monde ... Le besoin de plus de capitaux privés pour la conservation est clair. A en juger par les contributions à The Nature Conservancy, le financement philanthropique dans le secteur est essentiellement resté le même, après corrections dues à l'inflation, depuis la fin des années 1990. Le financement gouvernemental stagne également, et, dans certains cas, il est en baisse. Le financement mondial annuel pour la conservation est estimé à environ 50 milliards de dollars, principalement de sources gouvernementales, d'agences multilatérales, et de sources philanthropiques. Mais ces sources sont bien insuffisantes par rapport à ce que plusieurs chercheurs ont identifié comme étant le besoin annuel de 300-400 milliards de dollars globaux pour les investissements dans la conservation ».*

C'est une déclaration remarquable. Le manque de financement nécessaire aux efforts mondiaux

de conservation serait donc de près de 350 milliards de dollars par an. NatureVest cite plusieurs recherches qui ont abouti à ces chiffres. Le principal rapport sur lequel ils s'appuient est publication conjointe de WWF Suisse, du Crédit Suisse et de McKinsey & Co consultants, présentée en Janvier 2014, qui a avant tout admis qu'il n'y avait pas de méthode fiable pour estimer les besoins de financement pour la conservation. Cependant, trois autres rapports fournissent des estimations très similaires, que ce soit pour le financement de l'agriculture durable, de l'adaptation au changement climatique et du coût de la conservation de la biodiversité en dehors des zones protégées. C'est de cette façon que ce chiffre de 300 à 400 milliards de dollars, censé représenter le manque à gagner pour le financement de la conservation, s'est imposé. Suivant cette même logique, *50in10* a également abouti à des chiffres précis du déficit de financement dans les pêcheries, présenté dans son document « théorie du changement » sur la façon dont le monde a besoin de faire la transition vers une pêche durable: *«Les experts économiques estiment que le montant total que les gouvernements doivent investir pour reconstruire les pêches mondiales varie entre 130 milliards de dollars et 292 milliards de dollars en valeur actuelle, avec une moyenne de 203 milliards de dollars. Ce coût de transition totale serait étalé sur le temps nécessaire pour reconstruire la pêche dans tous les pays. En revanche, des études récentes des quelques fondations philanthropiques qui mettent l'accent sur les océans estiment qu'ils investissent près de 300 millions de dollars par an pour appuyer la conservation marine, principalement aux États-Unis et en Europe. Actuellement, la Banque mondiale estime que son investissement pluriannuel lié à la pêche est d'environ 800 millions de dollars. Bien que significatifs, ces investissements font pâle figure en comparaison à l'ampleur du problème de la surpêche. Cet écart dans le financement met en évidence la nécessité de créer de nouveaux partenariats afin que nous puissions réduire la duplication des efforts, diffuser des idées réalisables rapidement et augmenter à la fois la quantité et l'efficacité du financement pour la conservation marine».*

Ces chiffres cités sur le « déficit de financement » proviennent d'une étude sur l'ampleur de la surcapacité de la flotte de pêche de la planète, et ils représentent une estimation assez brute de ce que seraient les coûts si les gouvernements devaient financer une réduction de la surcapacité et de d'arrêt des subventions. L'utilisation de ces données pour arriver à un montant approximatif des investissements supplémentaires que doivent trouver les ONG auprès des privés pour assurer la conservation marine est une pure invention.

Dans tous ces rapports, on décrit des manières créatives d'attirer de nouveaux investisseurs à impacts. WWF, Crédit Suisse et McKinsey voient un grand potentiel, pour financer la conservation, à cibler des particuliers 'ultra' fortunés, à savoir le 1% du monde qui détient 50% des richesses. *«Actuellement, les actifs bancables de ces riches sont estimés à 460 milliards US\$. À l'échelle mondiale, cette base d'actifs devrait croître de 8% au cours des prochaines années. Si 1% de ces nouveaux actifs et des actifs existants réinvestis étaient alloués au financement de la conservation, environ 85 milliards de dollars par année seraient disponibles ».*

50in10 a d'autres idées pour combler le déficit de financement. Bien qu'ils décrivent les sources traditionnelles de financement du développement comme étant beaucoup trop limitées, ils voient la possibilité d'un séquençage de financement, où le financement public ouvre la voie à

l'investissement privé dans un cercle vertueux : « Au départ, ce travail [de conservation] sera principalement financé par des subventions philanthropiques et gouvernementales et des prêts à impacts à faible intérêt. Au fur et à mesure que ces projets réussissent et que les dividendes économiques des pêches durables sont clairs, nous nous attendons à inspirer le développement d'un ensemble plus diversifié d'entreprises d'affaires liées à la pêche durable qui, à son tour, permettra d'attirer un groupe plus large d'investisseurs à impacts. Finalement, ce cycle mènera à une pêche durable, soutenue par des capitaux privés avec des fonds publics limités, axés sur la surveillance et la mise en oeuvre. L'aide philanthropique et internationale pourra alors passer à d'autres pêcheries et recommencer ce cercle vertueux ».

Nous pouvons voir ici pourquoi le glissement vers le financement privé est également encouragé par les donateurs multilatéraux traditionnels, **telle** que la Banque mondiale – c'est un moyen d'en avoir plus pour son argent. C'est une vision de l'avenir basée sur la privatisation, avec un rôle minime pour l'Etat, concentré uniquement sur la surveillance et la mise en oeuvre – pour garantir que la propriété privée des investisseurs est en sécurité.

Mais est-ce que ce ne sont pas les riches qui détruisent la planète?

Dans ce contexte de financiarisation des grandes ONG environnementales, il faut rappeler que c'est la croissance débridée, qui a créé ces individus 'ultra-fortunés', qui a aussi dévasté les écosystèmes et les communautés qui en dépendent, tout en vidant la capacité de l'État à gérer les écosystèmes. C'est un cycle qui contraste avec le cycle vertueux représenté par *50in10*. Dan Brockington et Jim Igboe décrivent la façon dont le néo-libéralisme a englouti le courant dominant de la conservation. Ils voient le monde des ONG de conservation néo-libérales de la manière suivante : «... *Un monde où il est possible de créer de la valeur à l'infini signifiant qu'il n'y a pas de perdants (ou au moins aucune excuse pour que les gens soient perdants) et peu de besoin de compromis, car il n'y a plus de conflits fondamentaux. Dans ce monde supposé, chaque nouveau problème devient une occasion pour le profit et la croissance économique. La nature est protégée par l'investissement et la consommation et la conservation peuvent être réalisés sans s'attaquer aux inégalités difficiles et systémiques ainsi qu'aux relations de pouvoir qui sont inextricablement liées à un si grand nombre de nos problèmes environnementaux mondiaux aujourd'hui* ».

Il n'est pas besoin d'être cynique pour relever la contradiction dans le fait que des banques, comme JP Morgan et Crédit Suisse, s'associent avec des ONG environnementales pour sauver la planète, alors que leurs actifs bancaires s'appuient sur les bénéfices de certaines des industries les plus destructrices du monde. Par exemple, seulement quelques mois après la sortie de leur rapport sur la façon de sauver les océans de la planète grâce à l'augmentation de l'investissement privé, le Crédit Suisse a joué un rôle de premier plan dans la fourniture d'un investissement de 850 millions de dollars en une entreprise de pêche thonière au Mozambique. L'opération a été si secrète que l'ensemble des principaux donateurs du Mozambique ont menacé de mettre fin à leur soutien au pays s'il n'y avait pas rapidement plus de transparence. L'argent recueilli par le Crédit Suisse doit servir à acheter 26 palangriers et 6 navires de patrouille qui seront sous le commandement d'une entreprise privée. Les investisseurs recevront des rendements fantastiques

(8,5% sur 6 ans), mais l'impact de ces navires sur l'écosystème marin du Mozambique, déjà sous pression, est très incertain.

Les attentions des ONG environnementales devraient se porter sur l'impact social et environnemental des 99% des richesses détenues par les ultra-riches, plutôt que sur l'élaboration de stratégies pour les aider à investir 1% de leurs immenses fortunes dans des projets verts.

Si l'on admet cette relation négative entre le capitalisme moderne et l'environnement, il est alarmant de constater que des ONG environnementalistes sont devenues ces bastions ardents du néo-libéralisme. C'est un changement certain de positionnement - Il fut un temps où les ONG environnementales s'affichaient publiquement contre les grandes entreprises. Mais de plus en plus, ces grandes ONG environnementales ont tourné le dos à l'activisme, ressemblent et agissent comme de grandes entreprises et leur donnent un siège dans leur conseil d'administration. Si l'on regarde la liste des dirigeants des grandes ONG environnementales aujourd'hui, on voit qu'un nombre croissant d'entre eux viennent du secteur bancaire. Kenneth Macdonald a écrit un essai retraçant ces transitions au sein de l'Union Internationale de la Conservation de la Nature, où une approche favorable aux entreprises a émergé au milieu des années 2000, éloignant de nombreux membres traditionnels de l'UICN. Geneviève LeBaron, co-auteure du livre « Protest Inc », décrit le résultat de la manière suivante : *« Une des conséquences des ONG environnementales qui choisissent de coopérer avec des entreprises a été que plus d'efforts ont été faits sur les questions de marché de l'environnement, et l'activisme centré sur les consommateurs - l'éco-certification et l'éco-étiquetage, par exemple, qui contribuent à légitimer plutôt qu'à défier le « business as usual »... Le grand danger de cette corporatisation est que, tandis que les ONG environnementales flirtent avec les limites... la consommation globale augmente de façon exponentielle. Il en est de même pour le pouvoir et le profit des compagnies pétrolières et des grandes chaînes de distribution dont les modèles commerciaux non viables ont conduit au changement climatique. Les mouvements et groupes environnementaux locaux continuent de résister et de contester la corporatisation. Mais cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas affectés par celle-ci. Nos recherches ont montré qu'alors que les dirigeants mondiaux font l'éloge des partenariats entreprises-ONG, les politiciens, les forces de police et les Cours de justice dans les pays, tels que le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada, traitent les militants au niveau de la rue - en particulier ceux qui sont impliqués dans l'action directe -. de plus en plus sévèrement. Lorsque des alternatives crédibles sont souillées par association, de telles actions améliorent seulement le pouvoir que les entreprises ont d'affaiblir l'activisme environnemental ».*

Le pouvoir grandissant des ONG environnementales qui a été conquis grâce à des investissements financiers innovants pose dès lors de sérieuses questions en termes de contrôle démocratique. Les investissements du secteur privé dans la conservation ne sont pas aussi transparents que de nombreux projets d'aide au développement traditionnels, et les investisseurs du secteur privé n'ont pas tendance à exiger le même niveau d'examen éthique de leur financement que les autorités publiques. Plus important encore, peut-être, grâce à l'argent des investisseurs privés, des organisations telles que *NatureVest* sont de plus en plus influentes, capables de fixer les modalités des politiques marines simplement parce qu'ils peuvent s'appuyer sur plus de capital (ou promettre de le faire dans l'avenir). Beaucoup de petits groupes se laissent

enfermer dans cette rhétorique des investissements publics/privés pour assurer cette « transition de la pêche », basée sur des idées d'une augmentation massive des investissements, dont certains peuvent ensuite avoir des retombées pour de plus petites ONG. Il est intéressant de lire un article écrit en 1991 résumant les points de vue, sur les échanges dette/nature, lors d'une réunion des organisations de populations autochtones au Brésil : *« Le mécanisme de conversion qui permet d'échanger la dette extérieure contre des avantages environnementaux, contrairement à ce qu'il suggère, ne contribue pas à l'élaboration de politiques environnementales conformes à la gestion démocratique des ressources naturelles, et pourrait en réalité contrecarrer la conservation de l'environnement et une meilleure qualité de vie pour la population locale. Il fait partie d'une stratégie plus générale pour la conversion et l'administration de la dette, réaffirmant la domination politique et économique des créanciers auprès des débiteurs, dans un modèle de développement, qui commercialise la vie sous tous ses aspects L'alternative des ONG pour agir directement, sans s'emmêler dans le carcan de la conversion de la dette, et avec un accent politique plus clair et plus profond, est l'un des moyens de ramener au centre du débat la nécessité d'avancer dans la construction d'un modèle de développement qui unit l'écologie, la justice sociale et la démocratie ».*

Le modèle qui « commercialise la vie dans tous ses aspects » est beaucoup plus puissant aujourd'hui qu'il ne l'était il y a vingt ans. Mais est-ce que plus d'argent - soit par l'aide au développement ou par des investissements à impacts – est toujours la réponse aux problèmes de la pêche ? C'est ce que tant d'organisations de premier plan dans la conservation marine sont en train de nous dire. Pourtant, cette logique doit être remise en question - il n'existe aucune preuve solide que des milliards de dollars investis dans des activités de développement et de conservation par les plus grands donateurs mondiaux et les ONG environnementales ont eu un impact positif retentissant, alors, pourquoi devrions-nous croire qu'en augmentant encore massivement ce type de financement, et en essayant de faire plus de profits en passant, on va résoudre automatiquement les problèmes complexes de la pêche et de la conservation marine ? Des organisations comme NatureVest et 50in10 proposent des solutions à la pêche qui dépendent pour une grande partie de la restriction de l'accès aux pêcheries et l'achat de zones marines protégées. Cette mesure aura des effets incertains dans de nombreux endroits et il n'est pas certain que ce qui est bon pour les investisseurs à impacts est bon pour les personnes les plus pauvres. Comment ces organisations vont équilibrer leur ambition de sauver les écosystèmes marins avec les besoins des communautés les plus pauvres et ceux de leurs nouveaux investisseurs ultra-riches ?

Nous devons remettre en question la perception de ce que la richesse de la nature réside seulement dans sa « valeur d'échange » (et donc la réalisation de bénéfices). Nous avons besoin d'ouvrir un débat sérieux sur les conséquences de la financiarisation de la conservation marine, et de quels sont les risques potentiels pour les communautés qui vivent de la pêche.

André Standing

Février 2015.

Publié par CFFA-CAPE, sur le site cffa-cape.org. et repris avec son autorisation.